



WORKSHOP

ACCOMPAGNER / AIDER – L'ÉDUCATION ET LA SCOLARITÉ DANS LE CONTEXTE DE L'AEF

DANS LE CADRE DE L'ÉVOLUTION DE L'AIDE À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE ET DE L'ÉLABORATION DU CADRE NATIONAL DE RÉFÉRENCE AEF

Rédaction, mise en page et éditeur :

AEF Social Lab

Contexte :

Processus de consultation de février à juillet 2021
afin d'élaborer un cadre de référence pour le sec-
teur de l'aide à l'enfance et à la famille (AEF)

Publiée sur :

<https://aef.lu/>

Accompagner / aider : l'éducation et la scolarité dans le contexte de l'AEF

A partir de premières pistes exprimées suite à la présentation d'un cas, les participants ont été invités à penser un « **espace commun** » qui rassemble chaque acteur et promeut une solution co-construite pour servir l'accompagnement/l'aide à l'enfant et à sa famille. Ainsi, différents axes pour la construction d'un tel espace ont été travaillés :

Les **conditions** à rassembler pour qu'un tel espace soit pertinent :

- **Des principes simples à observer**
 - garantir une place centrale à l'enfant et à ses intérêts
 - systématiser une analyse exhaustive de la situation de l'enfant en y intégrant l'identification de toutes les ressources existantes de l'enfant et de sa famille (cf. ressources personnelles, sociales, famille élargie, etc.) et des apports multidisciplinaires
 - agir sur les causes de la précarité avant toute autre action
 - promouvoir l'échange des acteurs principaux de la vie de l'enfant (cf. espace de rencontre/de concertation école/famille/aide)
 - désigner une seule personne comme personne de référence ou ressource pour l'enfant et sa famille.
- **Une approche positive et collaborative**
 - soutenir la primauté des souhaits, avis et volontés de l'enfant, puis de sa famille, pour toute action future (cf. implication pleine et entière de l'enfant et de sa famille, la formulation de ce qu'ils souhaitent est déjà une piste de solutions)
 - avoir une approche bienveillante, de non-jugement et de non-culpabilisation
 - respecter la confidentialité.
- **Des formations continues identiques pour servir un langage et une compréhension commune**
 - ouvrir des formations continues communes pour le personnel d'enseignement ; personnel AEF ; médecins ; personnel social ; etc.

Les **freins** qui existent à ce jour pour la création d'un tel espace :

- invisibilité de l'aide à l'enfance et à la famille pour le grand public
- cloisonnement et rigidité des différents systèmes d'éducation, d'aide et de santé
- lourdeur bureaucratique et administrative : frein à l'accès à l'aide ; délai de mise en place trop long (cf. plusieurs semaines, voire plusieurs mois)
- manque d'accessibilité et de soutien de la part de la pédopsychiatrie et de la psychiatrie juvénile
- multiplicité des intervenants auprès de l'enfant et de sa famille comme source de stress supplémentaire.

Les **opportunités** actuelles ou à créer :

- existence d'une diversité et multiplicité des ressources nationales
- développer une définition de l'urgence, ses critères pour spécifier les modalités d'action et leur organisation

- existence de nombreux moyens techniques (cf. par ex. : visioconférence/visio-intervention ; plateforme d'échanges interactive, etc.)
- garantir une temporalité de l'aide : temps nécessaire à l'enfant et à sa famille pour s'approprier la démarche d'aide et sa compréhension ; temps d'échanges ; temps d'intervention adapté à l'enfant et à sa famille, etc.

Les **idées** pour favoriser l'émergence d'un tel espace :

- soutenir l'exercice de la parentalité quotidienne des familles monoparentales par la création, par exemple, d'une maison d'accueil et de relai
- créer des lieux communs de rencontre et d'échange dans chaque « bassin de vie » (cf. quartier ; commune ; ensemble de communes proches ; etc.) des enfants et des familles sur tout le territoire
- intégrer dans les écoles un espace dans lequel l'enfant peut se retirer en cas de détresse (cf. pour faciliter la dé-escalade du mal-être qu'il peut exprimer, cet espace peut être un endroit où l'enfant peut se sentir en sécurité et sans conséquence négative pour lui et pour les autres)
- systématiser la gestion de cas (en angl. case management) pour une approche centralisée et individualisée et mettre en place un gestionnaire de cas pour chaque enfant/famille
- réformer les différents systèmes pour faciliter leur décloisonnement ce qui permettrait, par exemple, une concertation renforcée CNI/ONE/CPI/AEF
- renforcer la professionnalisation de tous les professionnels : responsabilisation, compétences, formations, etc. et, ce, dès les formations initiales des professionnels du secteur social (par ex. : intégrer dans la formation d'assistant social un coordinateur de formation qui s'inscrit dans un réseau de collaboration avec divers organismes œuvrant dans le secteur social), mais également dans le contexte de la formation continue des enseignants
- développer une culture de la santé dès la vie foetale.

Zoom sur...

Pour satisfaire à la création d'un tel espace, tous ont soutenu **l'importance de la coordination** autour de l'enfant et de sa famille pour garantir une aide efficace – une aide de qualité et efficace. Cette coordination peut être co-construite et co-dirigée : un espace partagé organisé, dans lequel participent divers professionnels avec des expertises complémentaires (cf. favoriser l'interdisciplinarité), des méthodes de travail diversifiées et ayant fait leur preuve. Cette coordination peut également être soutenue par un agent CPI. En résumé, plusieurs formes de coordination – ayant les liens étroits entre elles – peuvent être formalisées.

Apports complémentaires : le point de vue des études scientifiques

En s'appropriant la littérature scientifique internationale, de nombreuses sources d'inspiration peuvent aider au développement d'espace commun, d'espace permettant la rationalisation et un meilleur usage des ressources territoriales, mais également de s'approprier dans ce contexte les caractéristiques d'une participation de l'enfant en faveur de sa protection :

1. Pour **soutenir une participation de l'enfant**, il convient d'être attentif à plusieurs principes : la participation est un droit et non une obligation ; l'approche du professionnel vis-à-vis de l'enfant conditionnera la compréhension de ce dernier et donc sa décision dans le dispositif d'aide ; il convient d'aménager un espace à la parole de l'enfant (par ex. il ne s'agit pas de réduire sa parole à des réponses qu'il fournit aux questions d'un professionnel mais permettre qu'il s'exprime spontanément sur sa situation et les propositions qui peuvent lui être fournies) ; dans des contextes de maltraitance, où les enfants sont particulièrement éprouvés, voire traumatisés, ils doivent être amenés à verbaliser ce qu'ils savent à leur aise et ne doivent pas être forcés à subir des interrogatoires pour l'obtention d'informations ou de preuves – cette posture professionnelle ayant des conséquences dramatiques chez l'enfant (cf. victimisation ; accentuation de la souffrance, etc.) ; éviter toute exclusion de l'enfant aux décisions prises qui le concernent, y compris celles émanant d'une décision de justice : en excluant l'enfant de la prise de décision, il n'aura pas l'occasion d'apprendre ce que signifie être un acteur social, comment faire des choix, comment partager les responsabilités et comment pratiquer le libre arbitre (Strömpl et Luhamaab, 2020).
2. Le **programme PAININ ou la mise en place de services intégrés de développement de la petite enfance** au Nicaragua (Verdisco et coll., 2009). Nombres d'aspects soulignés dans les constats de départ à la source du programme peuvent être également relevés sur le territoire luxembourgeois : de nombreuses ressources d'aide existantes ; présentant des défauts d'organisation et favorisant le double emploi ; la difficulté à atteindre de manière élargie les populations vulnérables ; la difficulté de couvrir l'ensemble du territoire ; la séparation de l'ensemble des services favorisant le développement de l'enfant, etc. De nombreuses recherches, dans d'autres contextes économique-socio-culturels, ont également mis en avant les avantages mais également les points d'attention dans l'implémentation de tels services intégrés (Beaty, 2011 ; ESN, 2019).
3. Le **programme intégré de soutien familial flexible** en Hollande (i.e. integrated flexible family support program – « Ten for the Future ») (Tausendfreund et coll., 2014) qui a dévoilé ses effets positifs en diminuant le stress parental, mais des effets plus nuancés en ce qui concerne l'évolution des problèmes de comportement de l'enfant et des dysfonctionnements familiaux. Ces résultats ont permis de conclure sur l'importance d'intervenir en binôme de professionnels ayant une formation et des expertises distinctes pour pouvoir agir sur l'ensemble des problématiques présentes chez l'enfant et sa famille – étant entendu que ces professionnels s'inscrivent dans un réseau professionnel permettant la mise en place d'aides complémentaires nécessaires.

Informations sur le workshop

<p>12 PARTICIPANTS</p> 	<p> MODÉRATION</p> <p>TANIA DI PINTO & PASCALINE K'DELANT DE L'AEF SOCIAL LAB</p>	
<p>29 AVRIL 2021</p> 	<p>3 HEURES</p> 	<p>EN LIGNE</p> 

Références bibliographiques

- Beaty, C. (2011). *Integrated Children's Centres - Overcoming Barriers to Truly Integrated Services*. UK : Routledge.
- European Social Network (2019). *Integrated Care and Support: Better outcomes for children*. Consulté le 21 juin 2021, sur <https://www.esn-eu.org/fr/node/3671>
- Strömpl, J., & Luhamaa, K. (2020). Child participation in child welfare removals through the looking glass: Estonian children's and professionals' perspectives compared. *Children and Youth Services Review*, 118, 1–11.
- Tausendfreund, T., Knot-Dickscheit, J., Post, W. J., Knorth, E. K., & Grietens, H. (2014). Outcomes of a coaching program for families with multiple problems in the Netherlands: A prospective study. *Children and Youth Services Review*, 46, 203–212.
- Verdisco, A., Näslund-Hadley, E., & Regalia, F. (2009). Services intégrés de développement de la petite enfance au Nicaragua. *Santé et Education de l'Enfance*, 1(2), 73–81. Consulté le 21 juin 2021, sur https://www.researchgate.net/publication/228866809_Services_integres_de_developpement_de_la_petite_enfance_au_Nicaragua